

Arrêté n° PCICP2024135-0001

Arrêté de prescriptions complémentaires relatif à la modification de la résistance au feu de la charpente du bâtiment de la centrale de valorisation énergétique située sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE et exploitée par la société SAICA PAPER FRANCE

---

La préfète de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR préfète de l'Aube ;

Vu le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BENV2017136-001 du 16 mai 2017 applicable aux installations de la société SAICA PAPER FRANCE, dénommée « exploitant » dans la suite du présent arrêté, sur la commune de NOGENT-SUR-SEINE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023191-0002 du 10 juillet 2023 applicable aux installations de la société SAICA PAPER FRANCE ;

Vu la demande déposée par la société SAICA PAPER FRANCE le 2 novembre 2022 et les éléments joints à sa demande (en particulier l'étude de dangers), concernant un projet de construction d'une centrale de valorisation énergétique alimentée par des déchets de bois fin de vie et sous-produits papetiers du site ;

Vu le porter à connaissance déposé le 14 février 2024 par l'exploitant ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 mars 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 25 mars 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que le porter à connaissance susvisé concerne la modification de la résistance au feu de la charpente du bâtiment de la centrale de valorisation énergétique (passage de R30 à R15) ;

Considérant que le projet n'entre pas dans le cadre de l'un des points prévus dans l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet n'est donc pas soumis à évaluation environnementale systématique et ne doit pas non plus faire l'objet d'un examen au cas par cas conformément aux dispositions de l'article R. 122-2 I du code de l'environnement ;

Considérant que la modification demandée par l'exploitant n'impacte pas les conclusions de son étude de dangers de 2022 ;

Considérant que l'instruction du dossier de porter à connaissance conclut que les modifications projetées par l'exploitant ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'acter et d'encadrer cette modification par arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Autorisation**

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations, implantées 3, cours du Baron Thénard – Zone industrielle Les Guignons à NOGENT-SUR-SEINE (10400), de la société SAICA PAPER FRANCE, dénommée ci-après « l'exploitant ».

### **Article 2 : Mesures de prévention**

La centrale de valorisation énergétique et ses installations connexes sont considérées comme des installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, au sens de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Le plan d'opération interne (POI) du site est mis à jour par l'intégration des éléments relatifs à la centrale de valorisation énergétique, avant toute mise en service de cette dernière. Il tient compte des caractéristiques de résistance au feu des différents bâtiments contenant les installations (caractère R15 de structure de la chaufferie associée à la centrale de valorisation énergétique notamment).

Sans préjudice des prescriptions rendues applicables au site par cet arrêté ministériel, les installations de la centrale de valorisation énergétique font notamment l'objet des mesures spécifiques suivantes :

- dispositions constructives :
  - Les locaux techniques (local transformateur, local TGBT et local de contrôle) sont constitués de murs coupe-feu 2h,
  - La chaufferie et les bâtiments des lignes de préparation des combustibles sont en charpente métallique (R15 pour la chaufferie). Les murs sont en bardage métallique. La toiture est en bac acier. Des trappes de désenfumage sont présentes, de sorte à représenter 2% de la surface du bâtiment,
  - La structure des convoyeurs est incombustible (ossature, couverture, plancher, etc.),

- Le silo de bois est en béton (au moins REI 30), avec toiture métallique,
- dispositifs de détection commandant une coupure automatique de l'alimentation en gaz naturel :
  - détecteurs de gaz dans la chaufferie,
  - détecteur de chute de pression sur la canalisation de gaz naturel,
  - détecteur de pression du gaz en entrée de la chambre de combustion,
  - détecteur de température dans la chambre de combustion,
  - mesure du rapport air/combustible dans la chambre de combustion,
  - détecteur de flamme dans la chambre de combustion,
- prévention du risque d'explosion et du risque incendie :
  - présence d'événements sur les silos de bois et de charbon actif,
  - local chaufferie disposant d'une ventilation naturelle assurant une extraction d'air de 60 m<sup>3</sup>/s,
  - chambre de combustion reliée à l'atmosphère par la cheminée et non susceptible d'être mise sous forte pression,
  - détection de flammes dans la chambre de combustion,
  - une pré-ventilation de la chaudière (y compris le cyclone et les filtres) est effectuée au démarrage de celle-ci afin d'assurer un renouvellement d'air de 3 à 5 volumes,
  - les équipements permettant de mettre en sécurité manuellement les installations (arrêts d'urgence, vannes de coupure de l'arrivée de gaz...) sont doublés pour être accessibles à l'extérieur du local de chaufferie, en dehors des zones d'effondrements potentiels du bâtiment,
  - il est interdit d'entreposer dans le bâtiment de chaufferie toute matière combustible non-nécessaire à l'exploitation des équipements associés à ce bâtiment,
- équipements et moyens de lutte contre l'incendie :
  - extincteurs et RIA,
  - dispositifs d'extinction à base de gaz inertes dans les locaux électriques,
  - système de sprinklage automatique sur les postes de dépotage de bois, les bâtiments de préparation de la ligne de bois et de la ligne de sous-produits papetiers, le silo de stockage de bois, le silo d'alimentation de la chaufferie, les convoyeurs et les locaux électriques,
  - défense extérieure contre l'incendie assurée par un réseau de 8 poteaux d'incendie privés et surpressés d'un DN 100 mm (pression inférieure à 8bars), disposés selon le plan en annexe 6. et alimentés depuis une canalisation DN 200mm. Ils sont capables de délivrer les débits d'extinction suivants : 60 m<sup>3</sup>/h sur la chaufferie, 60 m<sup>3</sup>/h sur le silo bois et 120 m<sup>3</sup>/h sur la plateforme de stockage bois,
  - le plan d'intervention du site est actualisé afin de tenir compte de ces éléments nouveaux avant la mise en service de la centrale de valorisation énergétique,
- confinement des eaux d'extinction :
 

en cas d'incendie, les eaux d'extinction sont dirigées, par le déclenchement de vannes barrage, vers une zone de rétention, constituée soit de la plateforme extérieure de stockage de bois, soit d'un bassin distinct. Cette zone dispose en permanence d'une capacité de rétention libre d'au moins 665 m<sup>3</sup>, quel que soit son niveau d'encombrement par le bois stocké.

L'exploitant s'assure notamment de l'absence de poussières ou dépôts de poussières au sein des capotages, contenants, aspirations, canalisations ou autres équipements susceptibles d'en contenir avant toute intervention par point chaud sur ces éléments.

En cas d'incendie impactant les installations de la centrale de valorisation énergétique et provoquant des émissions de fumées impactant des terrains hors site, l'exploitant met en place dans les meilleurs délais une surveillance des retombées liées aux fumées émises. Cette surveillance porte a minima sur les HAP et dioxines. Si les zones impactées comprennent des terrains à usage de productions alimentaires, l'impact sur les denrées produites est également étudié.

Les résultats de cette surveillance sont portés au rapport d'accident concernant cet incendie.

### **Article 3 : Notification et publication**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société SAICA PAPER FRANCE.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de NOGENT-SUR-SEINE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par la mairie de NOGENT-SUR-SEINE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 4 : Abrogation**

L'article 9.8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°BENV2017136-001 du 16 mai 2017, créé par l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral n°PCICP2023191-0002 du 10 juillet 2023, est abrogé.

Les renvois vers les prescriptions des références réglementaires abrogées ci-dessus mentionnés dans les arrêtés préfectoraux applicables aux installations renvoient désormais vers les prescriptions du présent arrêté correspondantes.

#### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la maire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée, pour information, à la sous-préfète de l'arrondissement de Nogent-sur-Seine.

Fait à Troyes, le **14 MAI 2024**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Mathieu ORSI

#### **Délais et voies de recours :**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.